

Un tournant historique

Corentin de Salle

Directeur du Centre Jean Gol⁽¹⁾.

■ On a brocardé la bêtise, l'amateurisme, l'imprévoyance des humanistes. Bien à tort. En débranchant la prise, le CDH fait réellement (peut-être sans le vouloir, peut-être sans le savoir) œuvre de salubrité publique.

En 1822, le philosophe allemand Hegel dispensait à Berlin un cours magistral publié à titre posthume sous le titre de "La raison dans l'histoire". La thèse centrale en est que, en dépit des événements désordonnés, brutaux, imprévisibles qui se succèdent de manière apparemment chaotique, on peut, quand on regarde l'histoire avec un peu de recul, en identifier un sens et même une raison d'être. Mais cette raison est "rusée", elle ne se dévoile pas ouvertement. Elle laisse agir à sa place les passions et les intérêts des hommes et s'en sert pour réaliser ses buts.

Sans suivre Hegel dans les conclusions grandiloquentes de sa philosophie de l'histoire, on peut néanmoins retenir l'idée que les hommes, poursuivant leurs intérêts et obéissant à leurs passions, concourent parfois, sans le savoir, à l'accomplissement de quelque chose de plus grand.

Tout un monde bascule

Sans verser dans un pathos de mauvais aloi, je pense que, à l'échelle de notre petit pays, la rupture du CDH marque un tournant historique. Quand Benoît Lutgen décide, le 19 juin, de débrancher la prise des gouvernements régionaux, il le fait, dit-il, pour prendre distance avec des pratiques clientélistes qui l'écœurent. Néanmoins, on peut subodorer que la place de sa formation dans les sondages (5^e position en région wallonne et 6^e position en région bruxelloise) n'est pas absolument étrangère à cette décision. Le CDH pressentait probablement qu'en 2019 son partenaire de 13 ans risquait de se passer de lui et de nouer d'autres alliances. Fort logiquement, le CDH agit ici en fonction de ses intérêts bien compris et laisse enfin éclater brutalement des passions rentrées à l'égard du PS.

De tout temps, intérêts et passions furent les moteurs de l'action des hommes. Tout cela est

vrai. Tout cela a été écrit, dit et redit par les commentateurs et éditorialistes durant le mois écoulé. Mais, si on se limite à ce niveau de lecture, on manque l'essentiel. L'essentiel, c'est un changement de système : le PS est en passe de perdre sa place de premier parti francophone et, au-delà de cela, c'est tout un monde qui bascule. La malgouvernance est le symptôme d'un mal plus profond. Le PS est un parti démocratique qui représente une fraction significative de l'opinion publique. A ce titre, il est légitime. Mais, au pouvoir sans interruption depuis trop longtemps, il l'a, pour ainsi dire, confisqué, colonisant quasiment tous les postes clés de l'administration et multipliant les structures publiques et parapubliques.

En dépit d'un chômage qui persiste à des niveaux astronomiques dans les deux régions, en dépit d'une situation s'aggravant dans quasiment tous les domaines (enseignement, logement, énergie,

mobilité, etc.), en dépit d'un hiatus flagrant avec la Flandre qui poursuit des politiques de centre droit, en dépit de la paupérisation (4 enfants sur 10 sont touchés par la pauvreté à Bruxelles, 2,5 sur 10 en Wallonie et seulement 1 enfant sur 10 en Flandre), le PS semblait jusqu'alors inexpugnable. Utilisant habilement les failles du système proportionnel, il avait réussi à tout verrouiller.

Déjà en 2007 et 2014, et pourtant...

Certes, depuis longtemps, une partie significative de la population aspirait à une alternance. Un signal fort avait déjà été lancé en 2007 lors des élections où, pour la première et unique fois de son histoire, le MR, sous la conduite de Didier Reynders, surpassait le score électoral du PS en Wallonie. Mais, le PS fut sauvé par la loyauté de son allié CDH : Joëlle Milquet fit échouer la fameuse "orange bleue". Autre signal en 2014 sous la présidence de Charles Michel : le MR, seul parti à progresser en nombre de sièges, décroche 16 parlementaires supplémentaires. Mais, à nouveau, au mépris de cette volonté clairement affichée d'un changement de cap après deux législatures régionales de recul économique, une coalition PS-CDH s'est rapidement mise en place en Wallonie et à Bruxelles. Approfondissant encore le fossé entre le politique et le citoyen et accreditant le constat des cyniques et des populistes : peu importe pour qui vous votez, tout se joue au "troisième tour" et rien ne change. Mais, on ne peut nier indéfiniment le Réel.

Mais le Réel revient toujours

On peut le refouler, on peut déci-

der de le cacher, l'ignorer. On peut l'ensevelir provisoirement sous une rhétorique pompeuse exaltant la fierté wallonne. Mais, il revient. Toujours. Avec une puissance décuplée. En empruntant des canaux alternatifs. Tantôt sous une forme heureuse, tantôt sous une forme dangereuse. Le décrochage économique au Sud et au centre du pays par rapport au Nord et l'obligation pour ce dernier de contribuer de manière disproportionnée au financement de la sécurité sociale, fut, il y a quelques années, la cause première de la fulgurante montée en puissance d'un parti – alors tout petit – appelé N-VA. Il est désormais le premier parti de Flandre et de Belgique. Mais, cet événement a induit un rebond salvateur : la constitution du gouvernement "suédois". Au fédéral, les bonnes nouvelles s'accumulent en termes de créations d'emplois et des indicateurs économiques.

Au Sud, la réaction citoyenne à la suprématie socialiste se traduit par l'ascension vertigineuse d'un autre parti autrefois minuscule : le PTB. Aujourd'hui, ce parti communiste est – virtuellement – le premier parti wallon. Un triomphe électoral du PTB en 2019 et une alliance avec le PS, ardemment désirée par certains socialistes soucieux de se maintenir au pouvoir coûte que coûte, se traduiraient par un cataclysme économique et une tragédie sociale pour des raisons que je n'exposerai pas ici. Un PS, englué dans les affaires, demeurant au pouvoir, c'est la garantie d'une progression continue du PTB durant 2 ans. Il n'était plus possible de laisser les choses s'enliser : la poussée s'est faite irrépressible.

Quand le Réel frappe à la porte, mieux vaut le laisser entrer. Autrement, il détruira les murs et la maison tout entière. Le Réel, c'est la volonté d'une alternance réelle et sérieuse avant qu'il ne soit trop tard. En

clair, une orange bleue que le président du MR Olivier Chastel s'emploie aujourd'hui à concrétiser, un projet pour regrouper, raboter, fusionner et simplifier la pléthore d'outils et de structures parapubliques, pour mettre fin à la malgouvernance, à la mainmise oppressante de l'Etat et à l'assistanat, pour créer des emplois, pour faire décoller l'esprit d'entreprise et pour libérer les énergies.

Comme le "valet de chambre"

On a brocardé la bêtise, l'amateurisme, l'imprévoyance des huma-

nistes. Bien à tort, selon moi. En réalité, en débranchant la prise, le CDH fait réellement – peut-être sans le vouloir, peut-être sans le savoir – œuvre de salubrité publique. On peut comprendre l'indignation de certains par rapport à cette décision brutale. Mais, n'y voir que les motivations intéressées du CDH, c'est adopter, comme le disait Hegel, "le point de vue du valet de chambre", celui qui perçoit tout sous l'angle étriqué et immédiat de sa situation présente, celui qui ne réalise pas que cette décision procède d'une immense vague de fond et que – parfois – l'intérêt particulier coïncide avec l'intérêt général.

→ (1) L'auteur s'exprime à titre personnel.

**Le Réel, c'est la
volonté d'une
alternance
réelle et
sérieuse avant
qu'il ne soit
trop tard.
En clair, une
orange bleue.**